

# NOTE INFOGRAPHIQUE

## L'Union européenne et les enjeux de paix et sécurité en Afrique - Bilan et perspectives

Clémence Buchet-Couzy,  
avec la collaboration de Mathilde Verrier

30 janvier 2024



Cette note a été réalisée grâce au soutien de la Représentation permanente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à Bruxelles. Les propos énoncés dans cette publication ne sauraient en rien engager la responsabilité des organismes pilotes de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de la Représentation permanente de l'OIF à Bruxelles.

## Pour citer cette publication

Clémence BUCHET-COUZY et Mathilde VERRIER, « L'Union européenne et les enjeux de paix et sécurité en Afrique - Bilan et perspectives », GRIP, *Note infographique*, 30 janvier 2024.

Crédit photo de couverture : *Le Mali et sa région* (© Bérangère Rouppert- Bamako, mars 2013)

\*\*\*

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteur-e-s et ne constituent ne rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité  
Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique  
Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org) – [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : [@grip\\_org](https://twitter.com/grip_org) -Facebook : GRIP.1979

## Introduction

En 2019, pour sa première visite officielle en tant que Présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen a choisi Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie et siège de l'Union africaine (UA), soulignant ainsi la volonté de cette nouvelle Commission de faire du continent africain un point central de sa stratégie<sup>1</sup>. Depuis que l'Union européenne (UE) a développé sa politique extérieure, le continent africain s'est situé en haut de la liste des priorités, en particulier en ce qui concerne ses actions de paix et sécurité. Dès 2000, année du premier Sommet UE-Afrique au Caire (Égypte), l'UE a montré l'importance stratégique que revêt l'Afrique, qui est aujourd'hui le continent où est déployée une majorité des missions militaires de l'organisation européenne<sup>2</sup> ainsi que quatre missions civiles. La première opération militaire dirigée par l'UE sera la mission *Artemis*, déployée en 2003 en République démocratique du Congo (RDC)<sup>3</sup>. L'UE et le continent africain, essentiellement via l'Union africaine (UA), ont depuis développé un partenariat sécuritaire et stratégique important, et qui couvre de nombreux sujets allant de la bonne gouvernance aux questions climatiques en passant par la migration, le commerce et évidemment les enjeux liés à la paix et la résolution des crises et conflits.

L'objectif de cette note est de faire le point sur les actions de l'UE en termes de prévention des conflits, de maintien et de construction de la paix mais aussi d'enjeux de défense sur le continent africain (notamment les pays francophones), avec un focus sur les missions extérieures de l'Union. Ce papier reviendra ainsi d'abord sur le cadre normatif et juridique qui guide la politique de l'UE en Afrique dans les domaines de la paix et la sécurité et sur ses évolutions récentes. Ensuite il abordera les différents outils budgétaires actuels qui permettent à l'Union d'agir sur le continent, en essayant de comprendre les changements récents qui ont été opérés, en particulier à l'occasion de l'adoption du nouveau cadre financier pluriannuel (*Multiannual Financial Framework – MFF*) qui concerne la période 2021-2027. Enfin, la note analysera les missions dites PSDC (Politique de sécurité et de défense commune) qui sont aujourd'hui un des outils principaux de l'UE en termes de paix et sécurité en Afrique. Une attention particulière sera portée aux missions militaires de formation déployées dans des pays africains francophones ces dernières années (EUTM Mali, EUTM RCA et EUMPM Niger) et leurs défis actuels.

*Il semble essentiel de préciser d'emblée que cette infographie reste un état des lieux général et donc superficiel de l'action de l'UE en Afrique dans les domaines de la paix, la sécurité et la défense. La limite du format ne permet pas de rentrer dans les détails ni d'analyser en profondeur les dynamiques actuelles de remise en question de la pertinence de l'action de l'UE sur le continent. De plus, cette note se concentre sur les actions de l'UE concernant les questions de paix et sécurité, et laisse ainsi de côté d'autres domaines cruciaux lorsqu'on s'intéresse à la politique extérieure de l'UE en Afrique : le développement, la migration, l'action humanitaire et d'urgence, le commerce, le domaine digital ou encore les enjeux climatiques, qui sont parfois abordés ici mais seulement de façon adjacente.*

---

<sup>1</sup> BLOJ Ramona, « [La stratégie européenne pour un "New Deal" avec l'Afrique](#) », *Fondation Robert Schuman*, 14 février 2022.

<sup>2</sup> JALDI Abdessalam et MJAHEH Hamza, [Les missions militaires de l'Union européenne en Afrique : entre pragmatisme et réinvention](#), Policy paper, Policy center for the New South, juillet 2022.

<sup>3</sup> SANTOPINTO Federico et MARÉCHAL Julien, [L'assistance militaire de l'Union européenne à l'aune de la nouvelle Facilité européenne pour la Paix](#), GRIP, janvier 2021.

## 1. Le cadre normatif et législatif qui oriente la politique sécuritaire européenne en Afrique

Les relations entre l'UE et l'Afrique sont encadrées par plusieurs politiques et stratégies développées à différents niveaux : tout d'abord les Accords et Conventions adoptées dans le cadre des relations entre l'UE et les pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP), ensuite ce qu'on appelle la Stratégie commune Afrique-UE et enfin trois stratégies régionales.

L'UE a d'abord développé des liens économiques et commerciaux mais aussi de développement avec le continent africain, dans le cadre de ce qui deviendra peu à peu les accords UE-ACP, réunissant 79 pays en tout avec 47 d'Afrique, dont 29 sont francophones<sup>4</sup>. Au fil du temps et des textes adoptés, les liens entre l'UE et les pays ACP ne sont plus seulement économiques mais de plus en plus politiques et sécuritaires<sup>5</sup>. Le nombre de pays inclus dans les différents textes augmente peu à peu. Ces textes permettent la mise en œuvre du Fonds européen de développement (FED) qui permet dès 1958 aux États membres de s'investir dans la coopération au développement en faveur de plusieurs territoires, alors encore sous domination coloniale<sup>6</sup>. Avec l'adoption du nouveau MFF, le FED disparaît pour être intégré dans un nouvel instrument budgétaire (voir partie 2 sur les instruments budgétaires page 4).

### Chronologie des textes adoptés pour la coopération UE-ACP<sup>7</sup> :

- 1959 – 1964 : Convention sur les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM), annexée au Traité de Rome
- 1964 – 1970 : 1<sup>re</sup> Convention de Yaoundé
- 1970 – 1975 : 2<sup>e</sup> Convention de Yaoundé
- 1975 – 1980 : 1<sup>re</sup> Convention de Lomé
- 1980 – 1985 : 2<sup>e</sup> Convention de Lomé
- 1985 – 1990 : 3<sup>e</sup> Convention de Lomé
- 1990 – 1995 : 4<sup>e</sup> Convention de Lomé
- 1995 – 2000 : 4<sup>e</sup> Convention de Lomé révisée
- 2000 – 2007 : Accord de Cotonou
- 2008 – 2013 : Accord de Cotonou révisé
- 2014 – 2020 : Accord de Cotonou révisé

Le dernier Accord de Cotonou aurait dû prendre fin en 2020, mais il a dû être prolongé jusqu'à la signature d'un nouvel accord, qui n'a eu lieu que le 15 novembre 2023, notamment à cause de désaccords internes à l'UE<sup>8</sup>. Le nouvel accord de partenariat s'intitule Accord de Samoa. Il a été signé entre l'UE et les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)

<sup>4</sup> Nous prenons une définition large de « francophone » et comptabilisons ici les pays où le français est une langue officielle ou co-officielle mais aussi ceux où le français n'est pas une langue officielle mais est couramment utilisé.

<sup>5</sup> [Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne](#), Crisis Group, Rapport Afrique n° 255, 17 octobre 2017.

<sup>6</sup> POUWELS Alexandra, [The integration of the European Development Funds into the MFF 2021-2027](#), Briefing du Parlement européen, juin 2021.

<sup>7</sup> D'ALFONSO Alessandro, [European Development Fund. Joint development cooperation and the EU budget: out or in?](#), Service de recherche du Parlement européen, novembre 2014.

<sup>8</sup> Parlement Européen, « [Afrique](#) », *Fiches thématiques sur l'Union européenne*, consulté le 17 décembre 2023.

et devrait cadrer leurs relations pour les 20 prochaines années<sup>9</sup>. Six domaines prioritaires stratégiques ont été décidés, dont la paix et la sécurité. Cet Accord prévoit notamment de mettre en place des institutions conjointes dont un Conseil des ministres OEACP-UE ou encore trois assemblées parlementaires régionales (Afrique-UE, Caraïbes-UE et Pacifique-UE)<sup>10</sup>.

L'UE développe aussi des politiques et stratégies plus spécifiquement dédiées au continent africain, axées dès les années 2000 sur le volet politique des relations UE-Afrique, et de plus en plus sur des enjeux sécuritaires, à mesure que l'UE devient elle-même un acteur sécuritaire. Cela se fait en priorité dans le cadre de ce qu'on appelle la stratégie commune Afrique-UE, où le continent africain est représenté par l'UA. Cette stratégie se développe au fil des feuilles de route pluriannuelles et plans d'action qui sont adoptés lors des sommets UE-Afrique.

### Chronologie des sommets UE-Afrique :

- Avril 2000 : Le Caire
- Décembre 2007 : Lisbonne
- Novembre 2010 : Tripoli
- Avril 2014 : Bruxelles
- Novembre 2017 : Abidjan
- Février 2022 : Bruxelles

La première stratégie commune UE-Afrique a été adoptée en 2007 à Lisbonne et les enjeux de paix et de sécurité font déjà partie des objectifs principaux<sup>11</sup>. Depuis, plusieurs feuilles de route et communications conjointes ont été adoptées. En amont du sixième et dernier sommet, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) de l'UE et la Commission ont publié une communication commune intitulée « [Vers une stratégie globale avec l'Afrique](#) » qui plaide pour un partenariat renforcé dans différents domaines dont la paix et la gouvernance. En 2022, une nouvelle stratégie a été adoptée par les deux entités : « [Une vision commune pour 2030](#) ». Là encore, la paix et la sécurité sont au cœur de la stratégie entre les deux continents, puisque parmi les objectifs figure « une coopération renouvelée et renforcée pour la paix et la sécurité ». Ce document s'inspire – et s'inscrit dans le cadre – d'un document plus ancien mais également essentiel : le [Protocole d'Accord entre l'UA et l'UE sur la paix, la sécurité et la gouvernance](#), qui date de 2018. Ce document souligne l'étendue de la coopération entre l'UA et l'UE, qui se fait à toutes les étapes des crises et conflits et de leur résolution et qui prend des formes variées.

Afin de renforcer son efficacité dans des régions stratégiques clés, l'UE a également adopté des politiques régionales dans trois régions d'Afrique, décrites dans le tableau ci-dessous.

<sup>9</sup> Commission européenne, « [Accord de Samoa : l'UE et ses États membres signent un nouvel accord de partenariat avec les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique](#) », *Commission européenne*, Communiqué de presse, 15 novembre 2023.

<sup>10</sup> Parlement Européen, « [Afrique](#) », *Fiches thématiques sur l'Union européenne*, consulté le 17 décembre 2023.

<sup>11</sup> Conseil de l'Union européenne, [The Africa-EU Strategic Partnership. A Joint Africa-Eu Strategy](#), Union européenne, 9 décembre 2007.

## Stratégies régionales de l'UE en Afrique

Région concernée	Textes majeurs	Domaines concernés
Corne de l'Afrique	Conclusions du Conseil sur la Corne de l'Afrique – 2011 La Corne de l'Afrique : une priorité géostratégique pour l'UE - Conclusions du Conseil - 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Radicalisation</li> <li>○ Migrations et déplacements forcés</li> </ul>
Golfe de Guinée	Stratégie de l'UE sur le Golfe de Guinée – 2014 Plan d'action 2015-2020	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Traite des êtres humains</li> <li>○ Trafics (drogues, armes, diamants, médicaments, ...)</li> <li>○ Piraterie</li> <li>○ Vol de pétrole</li> <li>○ Pêche illicite</li> <li>○ État de droit et gouvernance efficace</li> </ul>
Sahel	Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel – 2011 Plan d'action régional 2015-2020	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Développement</li> <li>○ Bonne gouvernance et règlement des conflits internes</li> <li>○ Sécurité politique et diplomatique</li> <li>○ État de droit</li> <li>○ Lutte contre l'extrémisme violent</li> </ul>

Source des données : Conseil de l'Union européenne, « [Relations UE-Afrique](#) », consulté le 18 décembre 2023.

En plus de ces différents textes et stratégies spécifiques, l'intervention de l'UE en Afrique dépend aussi du cadre plus général qui régit la politique extérieure de l'Union ainsi que ses actions de paix et sécurité. Tout d'abord, le cadre principal est la Politique européenne de sécurité commune (PESC) qui a évolué dans le temps, notamment avec le traité de Lisbonne en 2009, qui a structuré la politique extérieure européenne en lui donnant une personnalité juridique et en créant le SEAE<sup>12</sup>. Fortement développée au cours des dernières années, la PSDC fait partie de la PESC, et guide plus particulièrement les actions de l'UE pour résoudre les crises et conflits<sup>13</sup>. Ainsi en 2016 est adoptée la [Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), qui permet à l'UE de renforcer son accent sécuritaire. Ce document mentionne à plusieurs reprises le continent africain, soulignant l'importance de continuer à agir pour la paix et la sécurité en Afrique, notamment via les missions PSDC. Dans cette même mouvance, en 2022, est adoptée la [Boussole stratégique](#), qui entérine et renforce davantage encore les actions de défense et sécurité de l'UE. Là encore, le continent africain est au cœur des priorités de l'UE, puisque l'un des objectifs est de renforcer l'action de l'UE via ses missions civiles et militaires déployées principalement au Moyen-Orient et en Afrique<sup>14</sup>.

<sup>12</sup> Parlement Européen, « [Politique étrangère : objectifs, instruments et réalisations](#) », *Fiches thématiques sur l'Union européenne*, consulté le 18 décembre 2023.

<sup>13</sup> Parlement Européen, « [La politique de sécurité et de défense commune](#) », *Fiches thématiques sur l'Union européenne*, consulté le 18 décembre 2023.

<sup>14</sup> STROOBANTS Jean-Pierre, « [Les missions de l'UE dans le monde sous le feu de la critique](#) », *Le Monde*, 6 juillet 2022.

Les relations entre l'UE et l'Afrique ont beaucoup évolué ces dernières années, se focalisant de façon croissante sur les enjeux de paix et sécurité, ce qui va de pair avec l'affirmation de l'UE en tant qu'acteur sécuritaire et géopolitique mais aussi de plus en plus comme un acteur de défense.

## 2. Les instruments budgétaires de l'UE pour ses actions de paix et sécurité en Afrique et leurs évolutions récentes

Afin de financer sa politique « paix et sécurité en Afrique », l'UE dispose de nouveaux instruments budgétaires et financiers qui ont été mis en place en 2021. Ces instruments opèrent un changement important et consacrent l'affirmation de l'organisation comme acteur sécuritaire. Ainsi, aujourd'hui la politique extérieure de l'Union dans les domaines de la paix et la sécurité est assurée majoritairement par l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI) appelé « Global Europe », qui fait partie du nouveau budget MFF pour la période 2021-2027<sup>15</sup>. De plus, l'UE a adopté un nouveau fonds hors-budget, la Facilité européenne pour la paix (FEP), qui introduit un changement substantiel puisqu'il permet pour la première fois à l'UE de fournir du matériel militaire à ses partenaires, dont l'Afrique, afin d'intensifier et de renforcer son engagement sécuritaire. Cet instrument nous intéresse en priorité dans le cadre de cette note puisqu'il prend désormais en charge les missions PSDC de l'UE<sup>16</sup>.

### ○ La Facilité européenne pour la paix :

La FEP a été établie pour la période 2021-2027. Il s'agit d'un fond hors-budget de l'UE. Le budget initial était de **5,692 milliards EUR** mais en raison de la guerre en Ukraine et de l'aide accordée par l'UE à cette dernière, son plafond a été relevé à **7,979 milliards EUR** en décembre 2022<sup>17</sup>, puis à plus de **12 milliards EUR** en juin 2023<sup>18</sup>.

Ce nouvel instrument englobe et remplace deux fonds de l'UE :

- Le mécanisme Athéna : créé en 2004 pour financer les coûts communs des missions militaires de l'UE<sup>19</sup> et financé par les États membres
- La Facilité de paix pour l'Afrique (FPA) : majoritairement consacrée au financement des opérations de soutien à la paix (OSP) sur le continent africain, mais aussi au renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre de l'architecture africaine de paix et sécurité (APSA de l'UA), avec en plus un mécanisme de réponse rapide<sup>20</sup>.

La FEP reprend ainsi les activités des deux instruments mais permet aussi d'étendre et renforcer l'action de l'UE dans le domaine militaro-sécuritaire.

---

<sup>15</sup> Commission européenne, « [Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument – Global Europe \(NDICI – Global Europe\)](#) », consulté le 19 décembre 2023.

<sup>16</sup> HAUCK Volker Hauck et SHIFERAW Lidet Tadesse, « [Continuity and Change in European Union-Africa Relations on Peace and Security](#) », *European Think Tanks group*, ECDPM Blog, 13 avril 2021.

<sup>17</sup> LONGUET Samuel et BUCHET-COUZY Clémence, [La Facilité européenne pour la paix : premiers enseignements et perspectives pour l'Afrique](#), GRIP, avril 2023.

<sup>18</sup> Conseil de l'UE, « [Facilité européenne pour la paix : le Conseil convient de compléter à nouveau le plafond financier global, à hauteur de 3,5 milliards d'euros](#) », *Conseil de l'Union européenne*, Communiqué de presse, 26 juin 2023.

<sup>19</sup> JALDI Abdessalam et MJAHED Hamza, *op. cit.*

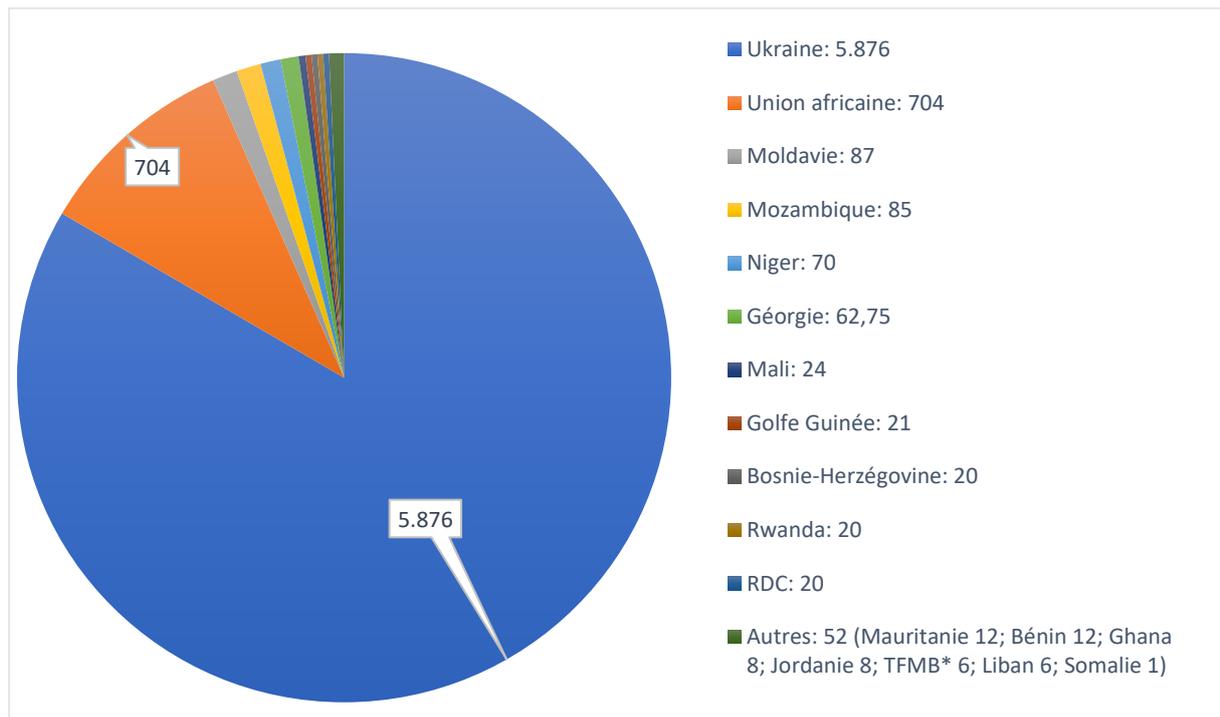
<sup>20</sup> SANTOPINTO Federico et MARÉCHAL Julien, *op. cit.*

### Innovations de la FEP :

- Possibilité de coopérer avec des partenaires africains et de financer des OSP sans passer par l'UA
- Possibilité de fournir des armes létales à des forces de sécurité et défense partenaires
- Possibilité de financer des projets dans le monde entier et non plus seulement en Afrique

Le changement est aussi budgétaire puisqu'entre 2004 et 2020, l'UE a octroyé 3,61 milliards EUR à la FPA, bien loin des montants (qui peuvent encore augmenter) de la FEP, qui couvre une période deux fois moins grande<sup>21</sup>.

### Répartition globale des fonds alloués par la FEP (millions EUR)



Source des données : Conseil de l'UE, « [Facilité européenne pour la paix](#) », consulté le 20 décembre 2023.

\*Task Force médicale des Balkans

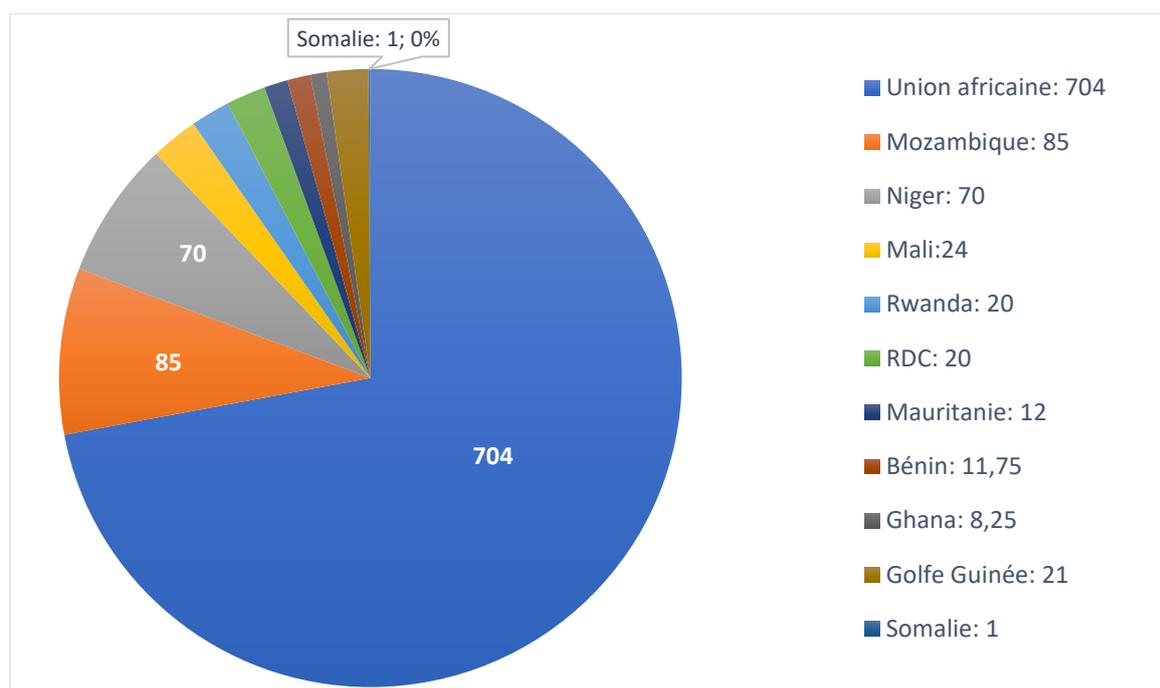
L'Afrique n'est plus le seul bénéficiaire, mais reste un destinataire majoritaire de la FEP, même si l'agression russe de l'Ukraine a modifié les priorités budgétaires de l'UE.

Le schéma ci-dessus montre la répartition des premières dépenses de la FEP, où l'Ukraine est largement majoritaire mais c'est l'Afrique qui arrive en deuxième place. En effet, si on ne compte pas l'aide à l'Ukraine, plus de 80 % de la FEP sont destinés à l'Afrique (977 millions EUR sur 1 165,75 millions EUR).

Concernant la répartition au sein même du continent (voir schéma ci-dessous), c'est l'UA qui est la principale destinataire (avec 704 millions EUR sur 977 millions EUR) et viennent ensuite onze pays bénéficiaires (dont certains dans le cadre d'une aide régionale). Les priorités stratégiques régionales développées dans la première partie se retrouvent ici. En effet, y figurent en majorité des pays issus des trois régions clés pour l'UE en Afrique : Corne de l'Afrique (Somalie), Golfe de Guinée (Bénin et Ghana en destinataires individuels mais aussi dans le cadre d'une aide régionale qui comprend en plus la Côte d'Ivoire et le Togo) et Sahel (Mali, Niger, Mauritanie).

<sup>21</sup> Commission européenne, [La facilité de paix pour l'Afrique – Rapport annuel 2020](#), DEVCO, 2022.

### Répartition des fonds alloués par la FEP en Afrique (en millions EUR)<sup>22</sup>



Mêmes sources que le schéma précédent.

La FEP a repris l'essentiel des activités militaires assurées par la FPA (et par le mécanisme Athéna), mais elle ne reprend pas le volet plus civil de la FPA, qui est intégré au nouveau budget européen dans le NDICI<sup>23</sup>.

#### ○ NDICI-Global Europe

La mise en place de NDICI a permis afin d'atteindre d'améliorer le cohésion et la coordination en regroupant dix fonds et instruments du précédent budget, ainsi que le FED, qui était hors budget et qui finançait la majorité de l'aide au développement vers l'Afrique<sup>24</sup>. Concernant la coopération européenne dans les domaines du développement, de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix il s'agissait en majorité du FED mentionné plus haut mais aussi de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP), établi pour la période 2014-2020 avec un budget de 2,3 milliards EUR<sup>25</sup>.

Puisqu'il regroupe de nombreux instruments thématiques et géographiques, le NDICI a un champ d'action très développé, comme on le voit dans le tableau ci-dessous.

<sup>22</sup> Voir en annexe le tableau recensant en détail toutes les mesures d'aide allouées par la FEP à l'Afrique.

<sup>23</sup> LONGUET Samuel et BUCHET-COUZY Clémence, *op. cit.*

<sup>24</sup> Parlement Européen, « [Afrique](#) », *Fiches thématiques sur l'Union européenne*, consulté le 17 décembre 2023.

<sup>25</sup> EPLO, « [Présentation – Instrument contributing to Stability and Peace](#) », pas de date, consulté le 20 décembre 2023.

### Répartition du NDICI selon les programmes

Programmes	Montant (milliards EUR)
<b>Programmes géographiques</b>	<b>60,38</b>
Voisinage	19,32
Afrique sub-saharienne	29,18
Asie et Pacifique	8,48
Amérique et Caraïbes	3,39
<b>Programmes thématiques</b>	<b>6,36</b>
Droits humains et démocratie	1,36
Organisations de la société civile	1,36
Paix, stabilité et conflit	0,9
Défis mondiaux	2,7
<b>Actions de réponse rapide</b>	<b>3,18</b>
<b>TOTAL</b>	<b>79,5</b>

Source : Commission Européenne, « [Global Europe: Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument](#) », consulté le 21 décembre 2023.

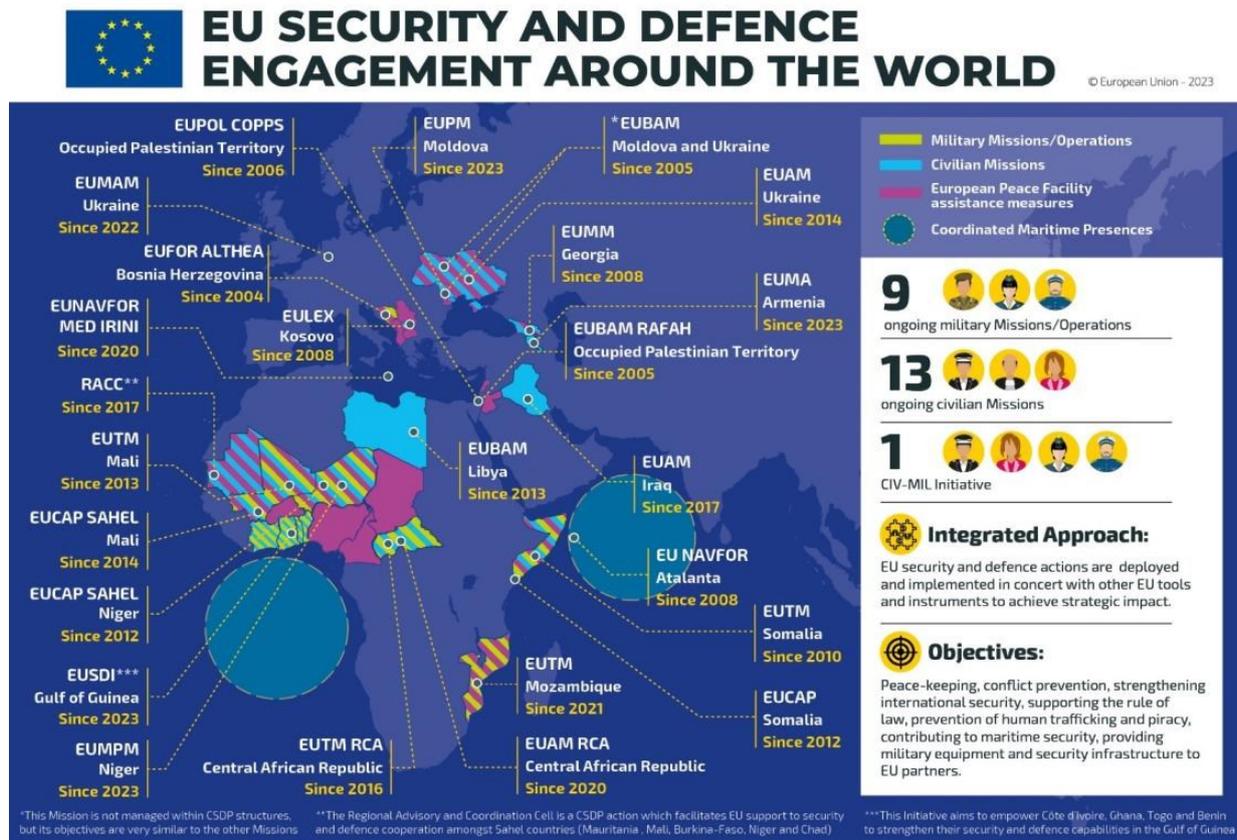
Ici encore l’Afrique se retrouve au cœur des priorités de l’UE comme on le voit dans la répartition géographique du fonds. De plus, d’autres actions sur le continent pourront être financées via les programmes thématiques et les actions de réponse rapide.

### 3. Focus sur les missions PSDC : outils majeurs de l’action de paix et sécurité européenne sur le continent africain<sup>26</sup>

La PSDC permet à l’UE de déployer des missions et opérations civiles et militaires à l’extérieur de ses frontières, avec des tâches allant de la prévention et gestion des conflits au maintien de la paix en passant par le désarmement, la stabilisation après un conflit, l’aide humanitaire ou encore l’assistance militaire<sup>27</sup>. Près de 40 missions ont été déployées depuis 2003, dont une grande partie sur le continent africain. Aujourd’hui neuf missions militaires, treize missions civiles et une civilo-militaire sont en cours sur trois continents, comme on le voit sur la carte ci-dessous.

<sup>26</sup> Pour cette partie les autrices souhaitent remercier Thibault Hinchliffe pour son aide.

<sup>27</sup> Service européen pour l’action extérieure, [Missions and operations. EU Common Security and Defence Policy \(CSDP\)](#), Union européenne, octobre 2021.



Source de la carte : [Service européen pour l'action extérieure](#).

Une majorité des missions PSDC se déroulent aujourd'hui sur le continent africain, particulièrement des missions militaires. Dès 2003 et l'envoi de l'Opération Artémis en RDC, l'Afrique fait figure de terrain d'expérimentation pour les missions PSDC, et en particulier celles de type militaire<sup>28</sup>. Les missions militaires de l'UE ont en effet évolué depuis les premières missions des années 2000, et cette évolution se voit bien sur le continent africain. Ainsi, à partir des années 2010, l'UE est moins encline à déployer directement des troupes au sol comme ce fut le cas en RDC ou encore au Tchad et en République centrafricaine (missions dites EUFOR) mais se tourne davantage vers des missions de formation et d'entraînement militaires<sup>29</sup>. L'objectif est de soutenir et renforcer les capacités de ses partenaires africains afin qu'ils puissent prendre en charge eux-mêmes les crises et les conflits sur leur continent, respectant ainsi la devise « solutions africaines aux problèmes africains ». Ainsi depuis 2012 se sont développées des missions dites EUTM (EU Training Mission) ou EUMAM (EU Military Assistance Mission). Sur le continent africain, ce sont surtout des EUTM qui ont été mises en place : en Somalie, au Mali, en République centrafricaine (RCA) et au Mozambique, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, qui reprend les missions (civiles et militaires) actuellement déployées sur le continent africain.

<sup>28</sup> HATZIGEORGOPOULOS Myrto, *L'assistance militaire : quel rôle dans la prévention des conflits en Afrique ?*, Institut royal supérieur de défense, Sécurité & Stratégie n° 123, mai 2016.

<sup>29</sup> LONGUET Samuel et BUCHET-COUZY Clémence, *op. cit.*

**Missions CSDP en cours sur le continent africain**

Nom	Date début	Pays concerné(s)	Civile ou militaire	Type de mandat
<b>EUNAVFOR Somalie ou Opération Atalante</b>	Décembre 2008	Somalie	Militaire	Mission de la force navale européenne (EUNAVFOR)
<b>EUTM Somalie</b>	Avril 2010	Somalie	Militaire	Mission de formation
<b>EUCAP Somalie, ou EUCAP Nestor</b>	Juillet 2012	Somalie	Civile	Mission de renforcement des capacités
<b>EUTM Mali</b>	Février 2013	Mali	Militaire	Mission de formation
<b>EUBAM Libye</b>	Mai 2013	Libye	Civile	Mission d'assistance aux frontières
<b>EUCAP Sahel Mali</b>	Janvier 2015	Mali	Civile	Mission de renforcement des capacités
<b>EUTM RCA</b>	Juillet 2016	République centrafricaine	Militaire	Mission de formation
<b>EU RACC Sahel</b>	Juin 2019	Tchad, Mali Niger, Burkina Faso, et Mauritanie	Militaire	Cellule régionale de conseil et de coordination
<b>EUNAVFOR Med Iriini</b>	Mars 2020	Mer Méditerranée	Militaire	Mission de la force navale européenne (EUNAVFOR)
<b>EUAM RCA</b>	Juillet 2020	République centrafricaine	Civile	Mission de conseil
<b>EUTM Mozambique</b>	Octobre 2021	Mozambique	Militaire	Mission de formation
<b>EUSDI Golfe de Guinée<sup>30</sup></b>	Décembre 2023	Togo, Ghana, Bénin et Côte d'Ivoire	Mixte	Initiative de sécurité et de défense

Source des données : Service européen pour l'action extérieure, « [Missions and Operations](#) », consulté le 21 décembre 2023.

Aujourd'hui, le continent héberge 12 missions, dont 7 militaires, 4 civiles et une mixte (la nouvelle initiative dans le golfe de Guinée). Deux missions, une militaire et une civile, ont été récemment suspendues, après le coup d'État au Niger, à la demande de la junte militaire désormais au pouvoir<sup>31</sup>.

Les missions civiles sont aujourd'hui en majorité des missions de soutien aux forces de l'ordre pour renforcer leurs capacités mais aussi pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité (RSS). On y trouve aussi EUCAP Somalie, une mission dédiée au renforcement des capacités maritimes du pays afin d'appuyer la lutte contre la piraterie en mer. Cette dernière est complémentaire de la mission

<sup>30</sup> La mission vient d'être votée elle n'a donc pas encore son site attitré.

<sup>31</sup> « [Niger's junta ends security agreements with EU, turns to Russia for defence cooperation](#) », France 24, 4 décembre 2023.

EUNAVFOR Atalante, qui lutte également contre la piraterie au large des côtes somaliennes. L'autre mission de type EUNAVFOR est celle déployée en Libye, particulièrement en mer, afin de vérifier la mise en œuvre de l'embargo de l'ONU sur les armes.

Ensuite, hormis EU RACC Sahel qui est la Cellule régionale de l'UE de conseil et de coordination pour le Sahel et qui permet de mieux conjuguer ses différentes interventions et missions dans la région, les missions militaires de l'UE en Afrique sont des missions de soutien, de formation et d'entraînement des forces de sécurité et de défense locales. Il s'agit des missions EUTM, déployées en Somalie, au Mali, en RCA, au Mozambique, et jusque très récemment, au Niger, bien que cette dernière soit une mission non pas EUTM mais EUMPM, dite de partenariat militaire<sup>32</sup>. Elles sont majoritairement déployées en Afrique francophone, et il semble important de revenir sur leurs actions et leur bilan, notamment à la lumière de la récente suppression de la mission de l'UE au Niger moins d'un an après son lancement<sup>33</sup>, ainsi qu'en raison des difficultés de la mission au Mali dues aux coups d'État dans ce pays<sup>34</sup>. Cela remet notamment en question l'engagement plus général de l'UE au Sahel, région pourtant prioritaire dans sa stratégie africaine de paix et sécurité.

**EUTM RCA** a été déployée en 2016. Elle remplace la mission EUMAM RCA, une mission de conseil à l'armée centrafricaine (2015-2016), qui a elle-même remplacé EUFOR RCA (2014-2015,) dont la mission était notamment de protéger les civils et permettre l'aide humanitaire dans la zone de la capitale, Bangui<sup>35</sup>. EUTM RCA a pour mission de renforcer les capacités des Forces armées centrafricaines (FACA) dans leur lutte contre divers groupes armés<sup>36</sup>. Néanmoins, à la fin de l'année 2021, des soupçons de collision entre les FACA et le groupe de mercenaires russes Wagner ont poussé l'UE à suspendre les actions de formation et d'éducation, tout en maintenant les actions de conseil au ministère de la Défense et aux FACA<sup>37</sup>.

**EUTM Mali** a été déployée en 2013 et s'inscrit dans le cadre plus général de l'action de l'UE au Sahel, qui a longtemps été la région principale des missions civiles et militaires de l'organisation. Cette mission a pour objectif premier de restaurer les capacités des Forces armées maliennes (FAMA), notamment dans leur lutte contre les groupes terroristes. Cela se fait par des activités de formation, d'éducation et de renforcement des capacités<sup>38</sup>. La mission a aussi travaillé en soutien à l'action du G5-Sahel et de sa Force conjointe dans la région. Le pays a connu deux coups d'État (2020 et 2021) qui sont venus mettre la mission en difficulté, notamment à cause de tensions entre l'UE et la junte. À la suite au premier coup, l'UE a suspendu la mission EUTM ainsi que la mission civile EUCAP Sahel Mali<sup>39</sup>, mais rapidement, la junte a nommé un gouvernement de transition, ce qui a permis le

---

<sup>32</sup> Service européen pour l'action extérieure, « [EU Military Partnership Mission in Niger](#) », consulté le 21 décembre 2023.

<sup>33</sup> Conseil de l'UE, « [Niger: l'UE lance sa mission de partenariat militaire](#) », *Conseil de l'UE*, Communiqué de presse, 20 février 2023.

<sup>34</sup> WILEN Nina, « [Have African Coups provoked an Identity Crisis for the EU?](#) », *Africa Policy Briefs Egmont Institute*, 7 décembre 2023.

<sup>35</sup> SAHIN Sevil et SAHIN Mustafa Ozan, « African Missions of the European Union in the Context of Security Strategy », *Journal Of Emerging Economies And Policy*, 2023 8(2), p. 31-56.

<sup>36</sup> VAN DER LIJN Jaïr *et al.*, [EU Military Training Missions: A Synthesis Report](#), SIPRI, mai 2022.

<sup>37</sup> ROSS Aaron, « [EU suspends military training in Central Africa over Russian mercenaries](#) », *Reuters*, 15 décembre 2021.

<sup>38</sup> VAN DER LIJN Jaïr *et al.*, *op. cit.*

<sup>39</sup> GROS VERHEYDE Nicolas, « [The European CSDP missions in Mali \(EUCAP Sahel and EUTM\) suspend their activity](#) », *Bruxelles 2*, 25 août 2020.

rétablissement des deux missions. Lors du deuxième coup, les missions n'ont pas été suspendues, mais la partie d'EUTM consacrée à la formation a pris fin en 2022 en raison des suspicions de liens de la junte avec le groupe Wagner et de risques d'association avec la mission européenne<sup>40</sup>.

Malgré cela, l'UE a tout de même décidé, à la demande des autorités nigériennes, de déployer en décembre 2022, une mission de partenariat militaire, pour soutenir la lutte du pays contre les groupes armés terroristes. De plus, dans le cadre de la FEP, le Conseil de l'UE a décidé en juin 2023 d'octroyer un montant total de 5 milliards EUR aux forces armées nigériennes dont 4,7 milliards EUR pour la fourniture d'équipements militaires conçus pour libérer une force létale<sup>41</sup>. Le Niger devient ainsi le premier pays d'Afrique à bénéficier de cet aspect de la FEP. Néanmoins, en juillet 2023, le régime est renversé par un coup d'État militaire<sup>42</sup>. En décembre 2023, la junte au pouvoir décide de suspendre toute collaboration d'ordre sécuritaire avec l'Union, mettant ainsi fin aux deux missions civile et militaire sur son territoire.

À côté des difficultés qu'elle rencontre au Sahel, l'UE a décidé de renforcer son action dans une autre région prioritaire : le golfe de Guinée, où elle lance une initiative de sécurité et de défense le 11 décembre 2023<sup>43</sup>. L'objectif est de soutenir la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana et le Bénin en renforçant les capacités de leurs forces de sécurité et de défense respectives afin de contrer les groupes armés terroristes dans la région.

## Conclusion

L'UE semble ainsi face à une remise en question de ses activités de paix, sécurité et défense sur le continent africain. L'organisation reste un partenaire de choix du continent africain, mais elle n'est plus le seul. En effet, des pays comme la Russie, la Chine, la Turquie ou encore les États du Golfe s'imposent de plus en plus comme de nouveaux collaborateurs pour des pays africains en quête de renouveau. L'UE semble devoir renouveler son approche dans sa collaboration avec l'Afrique, tant dans le contenu de ce partenariat que dans la forme que prend cette coopération. En effet, une critique récurrente, notamment côté africain, est l'aspect encore et toujours inégal, voire néocolonial, de la façon dont l'UE intervient en Afrique. L'UE gagnerait donc à repenser certains aspects de sa politique extérieure en Afrique, sans pour autant mettre de côté les bonnes pratiques et les leçons positives apprises depuis des décennies.

---

<sup>40</sup> WILEN Nina, *op. cit.*

<sup>41</sup> Conseil de l'UE, « [Facilité européenne pour la paix : le Conseil adopte deux mesures d'assistance afin de soutenir les forces armées nigériennes](#) », *Conseil de l'UE*, Communiqué de presse, 8 juin 2023.

<sup>42</sup> « [Niger : comprendre la situation après le coup d'État en six questions](#) », *Le Monde*, 9 août 2023.

<sup>43</sup> Conseil de l'UE, « [Golfe de Guinée : le Conseil lance une initiative de l'UE en matière de sécurité et de défense](#) », *Conseil de l'UE*, Communiqué de presse, 11 décembre 2023.

## Annexe : La Facilité européenne pour la paix : les dépenses destinées à l'Afrique

Mesure	Date	Activités financées	Montant (millions EUR)
<b>Mesure d'assistance</b> prenant la forme d'un programme général de soutien à l'Union africaine au titre de la Facilité européenne pour la paix en 2021	22 juillet 2021	Financement des aspects militaires des opérations de soutien à la paix africaine mandatées ou autorisées par le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine.	104
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les unités militaires formées par la mission de formation de l'UE au Mozambique	19 novembre 2021	Fourniture d'équipements non destinés à libérer une force létale et de matériel aux unités mozambicaines : a) des équipements individuels pour les soldats ; b) des équipements collectifs au niveau des compagnies ; c) des moyens de mobilité terrestres et amphibies ; d) des dispositifs techniques ; e) un hôpital de campagne.	40
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix visant à soutenir les forces armées de la République du Mali en liaison avec la mission de formation de l'Union européenne au Mali	2 décembre 2021	Professionnaliser davantage les unités des forces armées maliennes bénéficiant d'un soutien grâce à des formations et des équipements pertinents et appropriés fournis dans le cadre de trois projets : a) un soutien à l'École des sous-officiers de Banankoro ; b) la rénovation des infrastructures de formation de Sévaré-Mopti ; c) la fourniture d'équipements, non conçus pour libérer une force létale, à trois compagnies du 23e régiment de la deuxième région militaire du Mali, selon les besoins de l'Unité légère de reconnaissance et d'intervention (ULRI).	24
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les unités militaires formées par la mission de formation de l'UE au Mozambique	21 avril 2022	Fourniture d'équipements non destinés à libérer une force létale et de matériel aux unités mozambicaines : a) des équipements individuels pour les soldats ; b) des équipements collectifs au niveau des compagnies ; c) des moyens de mobilité terrestres et amphibies ; d) des dispositifs techniques ; e) un hôpital de campagne.	45
<b>Mesure d'assistance</b> prenant la forme d'un programme général de soutien à l'Union africaine au titre de la facilité européenne pour la paix pour la période 2022-2024	21 avril 2022	Financement des aspects militaires des opérations de soutien de la paix sous conduite africaine, mandatées ou autorisées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, y compris, mais sans s'y limiter, les activités suivantes :	600

		<p>a) la prise en charge des coûts liés au personnel (pour un montant indicatif de 40 % du montant total de référence financière), tels que les indemnités journalières et indemnités pour le personnel militaire, l'indemnité de mission pour les officiers militaires de l'état-major de la mission, les opérations d'évacuation des victimes, l'indemnité en cas de décès ou de handicap, les rations, les frais de transport et de voyage et la formation du personnel militaire ;</p> <p>b) la fourniture et la mise à niveau d'équipements et la fourniture de services (pour un montant indicatif de 35 % du montant total de référence financière), tels que l'équipement individuel des soldats, les consommables médicaux, les véhicules, le carburant et l'entretien des véhicules, les dispositifs et services de communication, les technologies et services informatiques, les infrastructures et services de commandement et de contrôle et d'autres équipements, à l'exception des équipements ou plateformes visés à l'article 5, paragraphe 3, de la décision (PESC) 2021/509 ;</p> <p>c) la réalisation de travaux (pour un montant indicatif de 25 % du montant total de référence financière), tels que la construction et la réhabilitation de casernes militaires, d'installations de formation et d'installations médicales.</p>	
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les forces armées nigériennes	18 juillet 2022	<p>Financement des deux volets suivants :</p> <p>a) la création d'un centre de formation des techniciens des armées (CFTA) pour centraliser, renforcer et mieux structurer les capacités des FAN dans le domaine de l'appui logistique ;</p> <p>b) la construction d'une base opérationnelle avancée (BOA) pour réduire la vulnérabilité des FAN dans la région de Tillabéri.</p>	25
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de renforcer les capacités des forces armées de la République islamique de Mauritanie	1 <sup>er</sup> décembre 2022	Financement des types d'équipements non conçus pour libérer une force létale suivants : équipements fluviaux et techniques destinés au bataillon des fusiliers marins ; kits d'équipements de protection, notamment des uniformes militaires destinés au bataillon des fusiliers de l'air ; équipements de soins intensifs et équipements chirurgicaux destinés aux centres médicaux des régions militaires 2 et 3.	12
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix visant à soutenir le déploiement des forces rwandaises de défense au Mozambique	1 <sup>er</sup> décembre 2022	Soutenir le déploiement des unités des forces rwandaises de défense visées audit paragraphe. La mesure d'assistance n'est pas utilisée pour la fourniture d'équipements ou de plateformes militaires conçus pour libérer une force létale.	20
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les forces armées nigériennes en liaison avec la	7 mars 2023	<p>Renforcer la capacité militaire des forces armées nigériennes (FAN), par le financement d'équipements de types :</p> <p>a) la fourniture des types d'équipements suivants non conçus pour libérer une force létale</p>	40

<b>mission de partenariat militaire de l'Union européenne au Niger</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>i) des moyens de mobilité au sol tels que des véhicules de transmissions, des véhicules de réaction rapide et des véhicules à blindage léger</li> <li>ii) des équipements de surveillance, y compris un radar de surveillance au sol et des drones de surveillance</li> <li>iii) des équipements et/ou systèmes informatiques et de communication</li> <li>iv) des équipements de contre-mesures tels que des équipements de lutte contre les engins explosifs improvisés et des systèmes anti drones</li> <li>b) la fourniture des infrastructures suivantes <ul style="list-style-type: none"> <li>i) des entrepôts</li> <li>ii) un bâtiment de commandement</li> <li>iii) des baraquements.</li> </ul> </li> </ul>	
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les forces armées nigériennes à l'aide d'équipements militaires conçus pour libérer une force létale	8 juin 2023	Financement de la fourniture de munitions air-sol (ML4 sur la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne) pour les hélicoptères MI-35 et MI-171, complétée par des activités visant à assurer une utilisation, un entretien, un stockage et une surveillance adéquats des munitions air-sol, à financer au titre de la décision (PESC) 2023/ 1137	4,702998
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les forces armées nigériennes	8 juin 2023	Financement des activités suivantes pour compléter la fourniture d'équipements militaires aux forces armées nigériennes, en assurant leur utilisation, leur entretien, leur stockage et leur surveillance adéquats <ul style="list-style-type: none"> <li>a) équipements: équipements logistiques et mobilier de base pour l'antenne de la Commission nationale des droits humains (CNDH) située à Tillabéri</li> <li>b) activités de renforcement des capacités en faveur de l'armée de l'air du Niger (AAN) et de la CNDH dans les domaines suivants <ul style="list-style-type: none"> <li>i) gestion des risques</li> <li>ii) gestion ou approvisionnement</li> <li>iii) stockage ou manutention</li> <li>iv) maintien en conditions opérationnelles</li> <li>v) gestion des déchets et des incendies</li> <li>vi) analyse et gestion des incidents</li> </ul> </li> <li>c) infrastructures: modernisation du dépôt de munitions de la base aérienne 101, située à Niamey</li> </ul>	0,297002
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les forces armées du Ghana	10 juillet 2023	Financement de types d'équipements suivants qui ne sont pas conçus pour libérer une force létale : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) du matériel de renseignement et de surveillance</li> <li>b) des systèmes de guerre électronique</li> <li>c) du matériel de génie militaire</li> </ul>	8,250

		d) du matériel fluvial e) des équipements destinés à la neutralisation des explosifs et munitions.	
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les forces armées de la République démocratique du Congo	20 juillet 2023	Financement des volets suivants : a) des équipements individuels, non conçus pour libérer une force létale, destinés aux soldats b) des équipements collectifs, non conçus pour libérer une force létale, au niveau de la brigade, des bataillons et des compagnies c) des infrastructures au niveau du quartier général de la brigade.	20
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les forces armées béninoises	25 septembre 2023	Financement des types d'équipements suivants qui ne sont pas conçus pour libérer une force létale : a) un aéronef de renseignement, de surveillance et de reconnaissance b) des systèmes aériens sans pilote de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.	11,750
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir les acteurs militaires et les marines des États côtiers participant à des opérations de sûreté maritime dans le golfe de Guinée	27 novembre 2023	Financement des types d'équipements et de services suivants qui ne sont pas conçus pour libérer une force létale: a) fourniture de services ISR assurée par un véhicule aérien avec pilote, pour une durée d'un an; le Centre national des opérations maritimes de la marine camerounaise situé à Douala est chargé de recevoir, puis de traiter et de partager les informations ISR avec les autres centres régionaux et centres de coordination maritime de l'architecture de Yaoundé par le biais du système d'information régional d'architecture de Yaoundé; b) soutien aux navires de patrouille: i) du Cameroun, par la mise à disposition de vedettes d'intervention; ii) du Ghana, par la fourniture de systèmes aéronavals sans pilote pour la surveillance en mer, de matériel d'ingénierie pour la maintenance des navires et d'équipements de plongée sous-marine; c) mise à disposition d'un assistant technique pour appuyer les marines du Cameroun et du Ghana; d) mise à disposition d'un assistant naval pour assurer la liaison avec les structures de l'architecture de Yaoundé, à savoir le CIC, le CRESMAC, le CRESMAO et les MMCC de Douala (Cameroun) et d'Accra (Ghana).	21
<b>Mesure d'assistance</b> au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir l'armée nationale somalienne à l'aide d'équipements militaires conçus pour libérer une force létale	27 novembre 2023	Financement de la fourniture de munitions uniquement aux fins de la formation du personnel de l'ANS.	1





Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

## 5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société. Rejoignez-nous sur [grip.org](http://grip.org).

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX

Avenue des arts, 7-8.  
Bruxelles

Tél. : +32 (0) 473 982 820

Site Internet : [grip.org](http://grip.org)